Communiqué de presse – 20 mai 2025

Jean Verdier, président de l'Agence BIO qui regroupe des organisations professionnelles, tire la sonnette d'alarme sur la situation d'asphyxie budgétaire

Alors que la France peine à atteindre ses objectifs en matière d'agriculture biologique, les coupes budgétaires imposées à l'Agence BIO remettent en cause sa capacité à remplir ses missions d'intérêt général. Jean Verdier, président de l'Agence BIO, alerte sur l'absence de moyens alloués, qui met en péril toute une filière au service de la souveraineté alimentaire française et de la transition écologique du pays.

Une baisse des moyens contradictoire avec les objectifs fixés par le Gouvernement

Le programme Ambition Bio 2027, issu du Contrat d'Objectifs et Performances (COP) signé par le Ministre et le président de l'Agence BIO au Salon de l'Agriculture 2023, vise un objectif de 18% de la surface agricole utile convertie en agriculture biologique à l'horizon 2027. Cependant, aujourd'hui le ministère se désengage : les annonces récentes concernant les budgets alloués à l'Agence BIO nous alertent, tant elles sont en opposition à l'ensemble des politiques publiques menées jusqu'à aujourd'hui.

- **Sur l'offre de bio** : En réduisant le budget du Fonds Avenir Bio, qui soutient les entrepreneurs et acteurs du bio en France, de 18 millions à 8,7 millions d'euros, le Gouvernement fait le choix d'abandonner toute une filière dévouée à la souveraineté alimentaire de la France. Alors que ce fonds a construit avec succès depuis 15 ans plus de 350 infrastructures pour du bio « made in France » et maintenu la création de valeur sur le territoire, le tissu de PME qu'il a financées est en péril. Chaque euro financé par l'Agence BIO fédère entre 2 et 3 euros d'argent public et privé ; le désengagement de l'Etat va donc occasionner le désengagement de fonds, de banques, de financeurs. Le Fonds Avenir Bio n'est pas un gadget budgétaire.

- **Sur la demande** : Développer des débouchés pour nos agriculteurs ne peut se faire sans stimuler la consommation de produits biologiques, par des campagnes d'information. A l'heure où la consommation de bio redémarre et où la grande distribution remet des produits bio en rayon, la première campagne TV du bio sur les écrans dès le 22 mai visait à soutenir cette dynamique. Aujourd'hui, le Gouvernement fait le choix d'abandonner la campagne prévue sur 3 ans, avant même les résultats de sa première année.

16% de fermes bio en France, notre trésor national

L'agriculture biologique, c'est 215 000 emplois, 1 ferme sur 6 bio en France et toute une filière dévouée à la souveraineté alimentaire de la France. Le bio est donc l'affaire de tous ; c'est une agriculture d'intérêt général, pour notre souveraineté alimentaire. Nous devons maintenir l'équipe de France du bio et sa campagne commune inédite pour sensibiliser le grand public au bien manger.

L'Agence BIO a lancé en 2022 une équipe de France du bio, composée d'acteurs publics et privés pour lancer une campagne commune de sensibilisation au bio, intitulée « Bio Réflexe » puis « C'est bio la France ». Nous sommes les seuls, depuis la crise du bio, à fédérer autour d'une campagne commune. Pour 500 000 euros alloués par l'ancien ministre Julien Denormandie, nous avons fédéré 1,2M€. Pour 750 000 euros alloués par l'ancien ministre Marc Fesneau, nous avons levé 1,6M€, mobilisant plus de 35 régions, entreprises, interprofessions, distributeurs autour d'une communication commune ; ET cela marche. Nous avons observé une augmentation des ventes de bio de 5% partout où la campagne, qui renforçait la compréhension et l'envie de bio, était déployée.

L'Agence BIO, reconnue pour son efficacité au service du développement de l'agriculture biologique à travers ses trois missions d'intérêt général

Acteur de référence pour l'information, la promotion et l'accompagnement des acteurs du secteur, l'Agence BIO agit depuis plus de 20 ans comme un véritable moteur de structuration des filières bio. L'Agence BIO est la seule à produire les données panoramiques du secteur. Amputer le bio de son observatoire cela signifie que l'on ne veut plus d'indicateurs pour suivre une politique publique.

Par son expertise, sa capacité à fédérer les parties prenantes et son action en faveur de la conversion et de la consommation, l'Agence BIO a su démontrer son efficacité et son utilité publique. Pour preuve, la Cour des Comptes a recommandé dans un rapport publié en 2022 de tripler le budget de l'Agence BIO pour qu'il soit proportionné aux ambitions du pays pour son agriculture biologique.

Enfin, 7 administrateurs sur 10 sont des agriculteurs. Étouffer l'Agence, c'est invisibiliser les professionnels.

« C'est Bio La France », les 40 ans du label Agriculture Biologique pour appeler à un sursaut collectif

Jeudi 22 mai prochain, les 40 ans du label AB seront célébrés lors d'un événement inédit qui rassemblera producteurs, consommateurs, chefs et passionnés du bio, pour célébrer les valeurs, l'histoire et l'avenir du label. A cette occasion, l'Agence BIO dévoilera le premier spot TV du label bio en 40 ans, le film publicitaire « C'est Bio la France », qui illustre la diversité des terroirs bio et fédère l'ensemble des membres de l'équipe Française du bio. Derrière la symbolique de cette date-anniversaire, cet événement doit permettre aux acteurs de la filière, aux citoyens et aux élus de prendre la mesure de l'enjeu : sans un soutien fort et cohérent, les ambitions de développement de l'agriculture biologique ne pourront être tenus. Il en va de notre souveraineté alimentaire, à la fois écologique et durable. Derrière la menace qui pèse sur l'Agence BIO et le recul historique de ses moyens (-64%), c'est un secteur essentiel de l'agriculture, un mode de production qui attire les jeunes, qui est abandonné, à rebours de l'Histoire.

Avec les coupes budgétaires de l'Agence BIO : c'est un mur porteur qu'on abat.

Jean Verdier, président de l'Agence BIO qui regroupe des organisations professionnelles, appelle au rétablissement des crédits votés et à une politique agricole biologique cohérente avec les ambitions nationales.

CONTACTS PRESSE

Alice Ferré – alice.ferre@havas.com - 07.84.10.08.17

Alice Barny – alice.barny@havas.com - 07.88.07.00.72